Annexe 56 : Communiqué des Forces armées rwandaises diffusé suite à la réunion du Commandement des FAR et des commandants OPS et d'unités du 7 avril 1994 au matin

1. Communiqué des FAR signé par le colonel Théoneste Bagosora (transcription et original)……...……2-3
2. Compte rendu de la réunion par le général Roméo Dallaire (déposition, procès Bagosora *et alii*, TPIR, 19 janvier 2004, p. 35)……. 4

Date : 7 avril 1994
Heure : 10 heures-12 heures 30
Lieu : ESM
Participants :

Colonel Théoneste Bagosora
Général Augustin Ndindiliyimana
Colonel Léonidas Rusatira, commandant de l'ESM
Préfet de la ville de Kigali, Tharcisse Renzaho
Commandants des secteurs opérationnels
Commandants des Camps, des Unités AR et des Groupements GdN[1]
Chefs des bureaux des État-majors
Chefs des services au cabinet du ministre de la Défense
Général Dallaire (arrivé à la fin de la réunion)

[1] À l'exception du commandant de la GP, le major Protais Mpiranya.

Communiqué des Forces armées rwandaises[2]

Après le décès inopiné des Chefs d'État Rwandais et Burundais et de leur suite, le cadre supérieur des Forces Armées a tenu une réunion ce 07 Avril 1994 à l'École Supérieure Militaire pour examiner la situation de sécurité dans le pays en général et dans la Préfecture de la ville de KIGALI en particulier ainsi que les mesures à prendre pour le retour rapide de la sécurité publique et la reprise des activités normales des institutions du pays.

Tous les membres des Forces Armées ont été consternés par cet événement tragique et expriment leurs profondes condoléances aux familles des deux Chefs d'État et à toutes les autres familles éprouvées.

Après un tour d'horizon sur la situation qui prévaut dans le pays en général et dans la ville de Kigali en particulier, les participants à la réunion ont pris les décisions et recommandations suivantes :

1. Mettre tout en œuvre en collaboration avec les autres services concernés, pour que la situation dans le pays se normalise rapidement.
À cet effet, les membres des Forces Armées sont invités instamment à se dépasser et à faire montre de retenue et de discipline pour réconforter la population et ramener le calme dans le pays.

2. Créer les conditions propices à un climat permettant aux organes dirigeants du pays de travailler dans la sérénité. Ainsi, au nom des Forces Armées Rwandaises, les participants demandent avec insistance aux responsables politiques de s'investir davantage dans l'accomplissement de leur devoir, spécialement en cette période de crise.
C'est dans ce cadre que le Gouvernement en place est prié de s'acquitter de ses fonctions ; de même les instances politiques concernées sont invitées à accélérer la mise en place des organes de transition prévus dans l'accord d'ARUSHA.

3. Les participants à la réunion ont mis sur pied un comité de crise chargé de suivre de près la situation sécuritaire dans le pays et d'apporter appui aux responsables politiques. Il est dès lors demandé à ces responsables de mettre à profit cette contribution pour sortir le pays de la crise.

4. Les cadres supérieurs des Forces Armées Rwandaises invitent la population à rester calme et à se refuser à toute sollicitation de nature à attiser les haines et les violences de tous ordres.

La population, en particulier la jeunesse doit se garder des actes de vandalisme sous peine de s'exposer à une sévère répression.

5. Suite aux problèmes liés à l'insécurité, les participants à la réunion demandent aux autorités préfectorales d'examiner la situation de sécurité dans leurs ressorts y compris le couvre-feu si de besoin. Ils réitèrent leur invitation à la population de supporter courageusement les dures épreuves que nous traversons pour que le calme revienne sans tarder.

Fait à Kigali, le 07 Avril 1994.

Lt-Col BEMS BAGOSORA Théoneste
Directeur de Cabinet
MINADEF
(signature)

[2] Communiqué rédigé au cours de la réunion par les participants en début d'après-midi le 7 avril 1994. Il fut signé par le colonel Théoneste Bagosora puis diffusé à la radio à 17 heures 20.

K0233372

N° F 421 /00.05

COMMUNIQUE DES FORCES ARMEES RWANDAISES

Après le décès inopiné des Chefs d'Etat Rwandais et Burundais et de leur suite, le cadre supérieur des Forces Armées a tenu une réunion ce 07 Avr 94 à l'Ecole Supérieure Militaire pour examiner la situation de sécurité dans le pays en général et dans la Préfecture de la ville de KIGALI en particulier ainsi que les mesures à prendre pour le retour rapide de la sécurité publique et la reprise des activités normales des institutions du pays.

Tous les membres des Forces Armées ont été [illegible] par cet événement tragique et expriment leur profondes condoléances aux familles des deux Chefs d'Etat et à toutes les autres familles éprouvées.

Après un tour d'horizon sur la situation qui prévaut dans le pays en général et dans la ville de KIGALI en particulier, les participants à la réunion ont pris les décisions et recommandations suivantes:

1. Mettre tout en oeuvre en collaboration avec les autres services concernés, pour que la situation dans le pays se normalise rapidement.
   A cet effet, les membres des Forces Armées sont invités instamment à se dépasser et à faire montre de retenue et de discipline pour réconforter la population et ramener le calme dans le pays .

2. Créer les conditions propices à un climat permettant aux organes dirigeants du pays de travailler dans la sérénité. Ainsi au nom des Forces Armées Rwandaises, les participants demandent avec insistance aux responsables politiques de s'investir davantage dans l'accomplissement de leur devoir, spécialement en cette période de crise.
   C'est dans ce cadre que le Gouvernement en place est prié de s'acquitter de ses fonctions; de même les instances politiques concernées sont invitées à accélérer la mise en place des organes de transition prévus dans l'accord d'AROUSHA.
3. Les participants à la réunion ont mis sur pied un comité de crise chargé de suivre de près la situation sécuritaire dans le pays et d'apporter appui aux responsables politiques.
   Il est dès lors demandé à ces responsables de mettre à profit cette contribution pour sortir le pays de la crise.
4. Les cadres supérieurs des Forces Armées Rwandaises invitent la population à rester calme et à se refuser à toute politisation de nature à attiser les haines et les violences de tous ordres.
   La population, en particulier la jeunesse doit se garder des actes de vandalisme sous peine de s'exposer à une sévère répression.
5. Suite aux problèmes liés à l'insécurité, les participants à la réunion demandent aux autorités préfectorales d'examiner la situation de sécurité dans leurs ressorts y compris le couvre-feu si de besoin.
   Ils réitèrent leur invitation à la population de supporter courageusement les dures épreuves que nous traversons pour que le calme revienne sans tarder.

Fait à KIGALI, le 07 Avr 1994.

Le Major BAGOSORA Aloys
Directeur de Cabinet
MINADEF

2. Compte-rendu de la réunion par le général Roméo Dallaire (déposition, procès Bagosora *et alii*, TPIR, 19 janvier 2004, p. 35 sqs)

« R. Donc, lorsque je suis entré, il y avait un petit podium — un podium pas très large ni très grand —,
il y avait une sorte de présidium — si je puis m'exprimer ainsi — et, à droite, il y avait une table… à gauche — pardon —, il y avait une table avec deux chaises, et le général Ndindiliyimana était donc assis sur l'une des chaises, et le colonel Bagosora était en pleine discussion ou, en fait, il était en train de communiquer des informations — il donnait des instructions, je ne sais pas trop —, mais il semblait qu'il… il semblait donner des instructions aux personnes… aux officiers qui étaient rassemblés, mais évidemment, il s'exprimait en kinyarwanda.

Q. Et lorsque vous êtes entré dans la salle, y a-t-il eu des réactions ?

R. Bien sûr, oui. Il a réagi immédiatement en tournant la tête et les gens présents se sont retournés vers moi. En fait, je les avais tous surpris par mon arrivée très soudaine.

Q. Qu'a donc fait le colonel Bagosora ?

R. Bien sûr, il s'est arrêté de parler et lorsqu'il… En fait, quand il a repris ses esprits, il est venu vers moi, il m'a salué, il m'a dit qu'il avait convoqué tous les responsables de l'armée et de la Gendarmerie et qu'il leur donnait des informations. Il les briefait sur la situation. Il leur donnait des instructions générales en matière de sécurité et comment pacifier la situation, et il parlait des différentes responsabilités qu'il leur affectait. Et pendant qu'il disait ça, il m'a conduit vers le podium et quelqu'un m'a amené une chaise ; il m'a donc montré la chaise et il a poursuivi la conversation pendant quelques temps, la conversation qu'il avait au début.

(…)

M. WHITE :

Q. Mon général, juste avant la pause, vous nous avez parlé de ce moment où vous êtes entré dans cette salle et vous avez rencontré le colonel Bagosora en réunion avec d'autres personnes et il vous aurait accompagné au podium. Comment était-il habillé quand il l'a fait ?

M. DALLAIRE :

R. Autant que je me souvienne, il était en uniforme de colonel de l'armée rwandaise.

Q. Et les autres personnes qui étaient présentes, comment étaient-elles habillées ?

R. Elles étaient toutes habillées en tenue militaire.

Q. Quand le colonel Bagosora vous a conduit au podium, que s'est-il passé ? Qu'avez-vous fait ?

R. Il a poursuivi son cours magistral après m'avoir fait asseoir. Il a parlé brièvement en kinyarwanda, et puis en français, pour dire aux officiers que la situation devait être maintenue sous contrôle, et que les commandants des unités devaient maintenir la discipline au sein de leurs unités, et que le débordement qui s'est manifesté serait mené à un terme. Il leur a essentiellement fourni ces informations en leur disant : « Désormais, vous connaissez les ordres qui sont les vôtres,
exécutez-vous, maintenez le scénario qui vous a été indiqué dans le domaine de la sécurité. »
Quand il a fini, il s'est tourné vers moi et il m'a demandé de dire quelques mots.

Q. Le commentaire qu'il a fait juste avant de vous donner la parole a duré à peu près combien de temps ?

R. Le temps m'a paru assez long, mais en fait, ça ne devait pas être plus de 10 minutes.

Q. Quand il vous a donné la parole, vous aviez suivi ces commentaires pendant cinq

minutes ; quelle a alors été votre réaction, votre réponse ?

R. Ma réponse immédiate était qu'au moment où il était en train de parler, j'ai parcouru du regard les… ses interlocuteurs et j'ai reconnu certains officiers que j'avais déjà rencontrés. Et lorsqu'il m'a donné la parole, j'ai… je me suis dit qu'il y avait des choses importantes que je me devais de dire, tout en restant concis et très précis.

Q. Qu'avez-vous dit ?

R. J'ai commencé par présenter mes condoléances pour la mort du Président et du chef d'état-major. Ensuite, je leur ai dit dans un langage catégorique que la MINUAR n'entendait pas partir ; que nous resterions là pour leur apporter notre soutien, de manière à préserver l'Accord d'Arusha et le mettre en œuvre. J'ai ajouté qu'il était essentiel qu'ils reprennent le contrôle de leurs troupes pour éviter toute guerre civile. J'ai également dit que selon les informations en ma possession ce matin-là, le FPR avait maintenu ses positions et n'avait manifesté aucun signe de… d'agression ou d'offensive. Je leur ai présenté mes vœux de succès et je suis descendu du podium.

Q. À ce stade, avez-vous dit quoi que ce soit sur la situation que vous avez décrite, par exemple, la situation militaire et les conséquences politiques ?

R. Non. En fait, j'avais passé le problème politique à Monsieur Booh-Booh, mais la réunion de 9 heures avec les ambassadeurs et les politiciens ne s'est jamais tenue ; Monsieur Booh-Booh ne pouvait tout simplement pas se rendre au domicile de l'Ambassadeur des États-Unis en raison de la multitude des barrages routiers qui l'ont empêché d'évoluer.

Monsieur Booh-Booh, qui était dans un véhicule militaire qui devait l'emmener en toute sécurité au domicile de l'Ambassadeur des États-Unis, a dû… ne s'est pas présenté à temps. Et je savais que la réunion politique avait échoué et qu'il était essentiel que je me présente à la réunion des militaires et que je prenne contact avec Monsieur Bagosora qui exerçait un rôle à la fois politique et militaire, ce qui m'aurait permis, selon mon appréciation, de comprendre la situation.

M. LE PRÉSIDENT :

Q. Cette réunion, à quelle heure y êtes-vous arrivé et quand êtes-vous reparti ?

R. Autant que je me souvienne, je suis arrivé peu avant 11 heures et je suis reparti autour de midi.

M. WHITE :

Q. Combien de temps vous a-t-il fallu pour tenir les propos que vous nous avez rapportés ?

R. Psychologiquement, cela m'a paru une éternité, mais en fait, il ne s'agissait guère de plus de cinq minutes.

Q. En y ajoutant le temps pendant lequel vous avez écouté le colonel Bagosora, combien de temps
êtes-vous resté à cette réunion après avoir… après être intervenu vous-même ?

R. Après mon intervention, le colonel Bagosora a repris la parole et a réitéré ses préoccupations relativement à la sécurité dans le pays qui était fondamentale, et que les commandants devaient maintenir le contrôle de leurs troupes. Et enfin, que… qu'il fallait contenir certaines unités qui avaient… qui manquaient de discipline dans la ville de Kigali. Quand il l'a dit, je me suis levé pour parler des massacres que j'avais vus un peu partout à Kigali. Il s'est très rapidement éloigné du podium, et j'ai été assailli par d'autres militaires qui étaient venus vers moi pour me parler et me demander de rester. Ainsi donc, je n'ai même pas pu… je n'ai même pas pu lui mettre la main dessus, je me suis retrouvé à parler avec le général Ndindiliyimana.

Q. Vous avez dit que le général Bagosora a parlé pendant 5 minutes à peu près, et puis,

vous, vous avez pris la parole pendant quatre ou cinq minutes, cela fait en général… en gros dix minutes. Puis répondant à une question du Président, vous avez dit que vous vous êtes trouvé là-bas environ une heure.

Alors, après que vous ayez pris la parole, la réunion s'est poursuivie environ 15 minutes ?

R. En fait non, elle ne s'est pas vraiment poursuivie parce qu'en fait, il a encore pris la parole — pas pour très longtemps — puis en fait, la réunion s'est dispersée. Ce qui s'est donc passé, c'est qu'ils s'étaient décidé… ils avaient décidé de créer un comité de crise qui serait dirigé par Ndindiliyimana, et le colonel Bagosora avait demandé ou créé ce comité — peut-être après des consultations —, et il leur a rappelé qu'il voulait une déclaration aux populations d'ici 14 heures, et quelqu'un devait aller expliquer ce qui se passait sur les ondes.

Donc, pour moi, le temps que l'on réagisse à mon… à mon arrivée, qu'il y ait des discours, du bavardage, cela a pris tout ce temps. Puis lorsque la réunion s'est terminée, j'ai parlé au général Ndindiliyimana à propos… au sujet de mes soldats, au sujet de la situation à l'ISOD sur le terrain, et aussi… puis plus tard, le comité de crise a été créé, certains des membres ont parlé… m'ont adressé la parole, m'ont dit qu'ils espéraient que nous resterions, etc., puis ils sont partis, puis immédiatement, ils m'ont demandé de les rejoindre.

M. LE PRÉSIDENT :

Q. Est-ce que cela veut dire que la réunion s'est terminée avant 12 heures et que vous êtes parti à 12 heures ? Parce que nous essayons de savoir ce qui a rempli ce temps.

R. En fait, quelquefois, je pense qu'il s'agit plutôt de 12 h 30, mais le temps qui s'est écoulé après la fin de la réunion, ce temps, je l'ai passé à parler avec Ndindiliyimana à propos des troupes et je lui ai dit qu'il y avait un genre d'émeute dans la ville. Il a dit qu'il allait s'en occuper, qu'il fallait qu'il s'en occupe. Je ne me suis pas rendu dans les camps parce que certains des officiers supérieurs avaient même été retirés et tout ce… et ce qu'ils disaient, c'est qu'ils voulaient que je reste ici… que je reste là avec le comité de crise. Alors, le comité est allé s'asseoir dans une autre pièce et nous avons commencé à discuter, et en fait, ces discussions ne menaient nulle part. J'ai donc dû partir. »